

Régime cadre temporaire n° SA.102635 relatif aux mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie touchées par le conflit ukrainien

Les autorités françaises ont notifié à la Commission européenne le présent régime cadre relatif aux mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises touchées par le conflit ukrainien. Cette notification est présentée sur la base de l'article 107, paragraphe 3, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après « TFUE ») et s'appuie sur la communication n° C(2022) 1890 du 23 mars 2022 portant encadrement temporaire de crise (ci-après « l'encadrement temporaire ») pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Les services de l'Etat (Direction Générale des Finances Publiques) peuvent accorder des aides au titre du présent régime.

Les aides sont octroyées dans le respect des conditions fixées par la section 2.4 de l'encadrement temporaire pour les entreprises touchées par la crise.

1. Objet du régime

Le présent régime cadre a pour objet de modérer les hausses exceptionnellement importantes du prix du gaz naturel et de l'électricité encourues par les entreprises grandes consommatrices d'énergie, qui ne peuvent être répercutées ou auxquelles elles pourraient ne pas être en mesure de s'adapter à court terme conformément aux possibilités ouvertes par la section 2.4 de l'encadrement temporaire de la Commission européenne qui a reconnu que l'agression de la Russie contre l'Ukraine et les sanctions infligées par l'UE ou ses partenaires internationaux et les contre-mesures prises constituent une « perturbation grave de l'économie d'un Etat membre » au sens de l'article 107, paragraphe 3, point b) du TFUE.

1.1. Procédure d'utilisation

Les aides publiques accordées aux entreprises au titre de ce régime doivent en respecter toutes les conditions et mentionner les références expresses suivantes :

Pour un règlement d'intervention (ou autre document équivalent) :

« Dispositif d'aide pris en application du régime cadre temporaire n° SA.102635 relatif aux mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie touchées par le conflit ukrainien et de la décision d'autorisation n°SA.103280 de la Commission européenne en date du 30 juin 2022, adoptée sur le fondement de l'article 107.3 b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 15 juillet 2022, n°2022/C 273/01 »

Pour une convention, une délibération d'attribution des aides ou tout acte juridique attributif de l'aide :

« Aide allouée sur la base du régime cadre temporaire n° SA.102635 relatif aux mesures d'aides aux surcoûts des prix du gaz naturel et de l'électricité en faveur des entreprises grandes consommatrices d'énergie touchées par le conflit ukrainien et de la décision d'autorisation n°SA.103280 de la Commission européenne en date du 30 juin 2022, adoptée sur le fondement de l'article 107.3 b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 15 juillet 2022, n°2022/C 273/01 »

1.2. Bases juridiques

La base juridique des aides est constituée notamment des textes suivants :

Au niveau national

- L'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;
- Le Décret n° 2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance ;
- Le présent régime d'aides constitue la base légale directement applicable conformément à l'article 1 d) du règlement (UE) 2015/1589 du conseil du 13 juillet 2015 portant modalité d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE, il doit être visé par tous les actes d'octroi d'une aide au titre du présent régime.
- Le décret d'application du présent régime.

Au niveau européen

- Décision de la Commission n°SA.103280 du 30 juin 2022 publiée au JOUE n°2022/C273/01 du 30 juin 2022 ;
- Communication n° C(2022) 1890 du 23 mars 2022 portant encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, modifié par la Communication de la Commission européenne n° C(2022) 5342 final portant modification de l'encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

2. Durée et Budget

Le présent régime entre en vigueur pour les aides octroyées à compter de la date de son approbation par la Commission européenne soit le 30/06/2022 et est applicable aux aides octroyées jusqu'au 31 décembre 2022.

Le budget global de la présente mesure est plafonné à 5 000 000 000 €

3. Champ d'application

3.1. Zones éligibles

Le présent régime a vocation à s'appliquer à l'ensemble du territoire national à l'exception des COM¹.

3.2. Les exclusions

- 1) Le présent régime ne s'applique pas aux aides suivantes :

¹ Les COM sont les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution : Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis et Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Île de Clipperton

- aux aides en faveur d'activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, c'est-à-dire aux aides directement liées aux quantités exportées et aux aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation ;
- aux aides subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés ;
- aux aides conditionnées à la délocalisation d'une activité de production ou d'une autre activité du bénéficiaire d'un autre pays de l'EEE vers le territoire français ;
- aux aides qui, par elles-mêmes, par les modalités dont elles sont assorties ou par leur mode de financement, entraînent de manière indissociable une violation du droit de l'Union européenne (UE), en particulier :
 - a) les mesures d'aides dont l'octroi est subordonné à l'obligation pour le bénéficiaire d'avoir son siège dans l'Etat membre concerné ou d'être établi à titre principal dans ledit Etat membre. Il est toutefois autorisé d'exiger que le bénéficiaire ait un établissement ou une succursale dans l'Etat membre qui octroie l'aide au moment du versement de l'aide ;
 - b) les mesures d'aides dont l'octroi est subordonné à l'obligation pour le bénéficiaire d'utiliser des biens produits sur le territoire national ou d'avoir recours à des prestations de services effectuées depuis le territoire national.
- aux aides qui bénéficient aux entreprises faisant l'objet de sanctions adoptées par l'UE, notamment : a) les personnes, entités ou organismes spécifiquement nommés dans les actes juridiques imposant ces sanctions ; b) les entreprises détenues ou contrôlées par des personnes, entités ou organismes visés par des sanctions adoptées par l'UE ; ou c) des entreprises actives dans les industries visées par les sanctions adoptées par l'UE, dans la mesure où l'aide compromettrait les objectifs des sanctions concernées ;
- aux aides qui seraient utilisées pour réduire les effets escomptés des sanctions imposées par l'UE ou ses partenaires internationaux et qui ne seraient pas pleinement conformes aux règles anti contournement des règlements applicables (par exemple, l'article 12 du règlement du Conseil (UE) n° 833/2014 du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives en raison des actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (JO L 229 du 31.7.2014, p. 1). En particulier, il convient d'éviter que des personnes physiques ou entités soumises aux sanctions bénéficient directement ou indirectement des aides ;
- aux aides bénéficiant aux entreprises qui disposent dette fiscale ou sociale impayée au 31 décembre 2021, à l'exception de celles qui, à la date de dépôt de la demande d'aide ont été réglées ou sont couvertes par un plan de règlement. Il n'est pas tenu compte des dettes fiscales inférieures ou égales à un montant total de 1500 euros ni de celles dont l'existence ou le montant font l'objet au 1er avril 2022 d'un contentieux pour lequel une décision définitive n'est pas intervenue ;
- aux aides bénéficiant aux activités de production d'électricité ou de chaleur et aux activités d'établissement de crédits et d'établissement financier.

4. Dépôt des demandes d'aide

L'entreprise devra fournir un dossier complet comprenant :

- le nom de l'entreprise ;
- la justification que l'entreprise constitue une « entreprise grande consommatrice d'énergie » au sens de l'article 17, paragraphe 1, point a), premier membre de phrase, de la Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité c'est-à-dire lorsque les achats de produits énergétiques (gaz naturel et électricité) représentent au moins 3 % du chiffre d'affaires. Sur la base des rapports de comptabilité financière pour l'année civile 2021 ou des derniers comptes annuels disponibles ;
- la justification des pertes d'exploitation de l'entreprise sur la période éligible ;
- la justification de l'augmentation des coûts admissibles avec production des factures à l'appui ;
- le cas échéant la justification que l'entreprise exerce des activités dans un secteur ou sous-secteur repris dans la liste figurant à l'annexe du présent régime ;
- les éventuelles aides qui pourraient être cumulées aux aides octroyées au titre du présent régime aux fins de vérification des règles de cumul.

Les aides individuelles qui seront adoptées sur la base du présent régime d'aides feront l'objet d'une analyse détaillée permettant de vérifier que l'aide répond bien aux conditions d'éligibilité du présent régime.

5. Conditions d'octroi de l'aide

5.1. Conditions communes

5.1.1. Formes de l'aide

Les aides publiques de l'Etat seront octroyées sous la forme de subventions.

5.1.2. Transparence

Les subventions octroyées dans le cadre du présent régime sont transparentes.

5.1.3. Calcul de l'aide

Le calcul de l'aide est établi en proportion des coûts admissibles, dans le respect des conditions fixées par la section 5.2 du présent régime en application de la section 2.4 de l'encadrement temporaire.

Pour le calcul des aides, il convient de procéder en tenant compte des éléments suivants :

- les chiffres utilisés sont avant impôts ou prélèvements ;
- les coûts admissibles sont étayés des pièces justificatives exigées par le présent régime ;
- la vérification de l'atteinte des plafonds d'aides maximum s'effectue au niveau du « groupe ». Au sens du présent régime le groupe est soit une entreprise n'étant ni contrôlée par une autre, ni ne contrôlant une autre entreprise dans les conditions prévues à l'article L. 233-3 du code de commerce, soit un ensemble de sociétés et d'entreprises en nom propre liées entre elles dans les conditions prévues à l'article L. 233-3 du code de commerce, et conformément à la Communication de la Commission n° 2016/C 262/01 relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Au sens de cette communication, plusieurs entités juridiques distinctes peuvent être considérées comme formant une seule unité économique du fait de l'existence de participations de

contrôle de l'une des entités dans l'autre et d'autres liens fonctionnels, économiques et organiques entre elles. Cette unité économique est alors considérée comme le groupe en cause.

5.2. Conditions applicables

❖ Bénéficiaires

Les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs (notamment production agricole primaire, aquaculture et pêche) peuvent être éligibles sous réserve du respect de toutes les conditions fixées par le présent régime. Elles transmettent dans leur demande les documents permettant de justifier qu'elle remplit les critères prévus pour chaque catégorie d'aide demandée. Les activités de production d'électricité ou de chaleur et aux activités d'établissement de crédits et d'établissement financier.

○ Conditions communes pour toutes les aides :

Les entreprises doivent justifier qu'elles constituent des « **entreprises grandes consommatrices d'énergie** » au sens de l'article 17, paragraphe 1, point a), premier membre de phrase, de la Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité c'est-à-dire qu'elles justifient que leurs achats de produits énergétiques de gaz et d'électricité représentent au moins 3 % du chiffre d'affaires. Pour le vérifier, les entreprises doivent justifier que leurs achats de gaz naturel et d'électricité, à l'exclusion de tout autre produit énergétique, atteignent au moins 3 % de leur chiffre d'affaires en 2021. Cette qualification peut être appréciée le cas échéant au niveau de l'entité légale. .

Les entreprises doivent prouver que le prix mensuel payé par l'entreprise par unité de gaz naturel et/ou d'électricité consommée mesurée en EUR/MWh a au moins doublé par rapport au prix unitaire payé par l'entreprise en moyenne en 2021. L'appréciation de cette condition est réalisée à une échelle mensuelle : les entreprises doivent justifier de cette augmentation sur au moins un mois de chaque période éligible de trois mois. Si cette justification n'est pas apportée sur un mois, ce mois n'est pas considéré comme éligible mais l'éligibilité des autres mois n'est pas affectée.

Les **coûts admissibles** au titre de la présente mesure sont calculés sur la base de l'augmentation des coûts du gaz naturel et de l'électricité liée à l'agression russe contre l'Ukraine. Le coût admissible est le produit du nombre d'unités de gaz naturel et/ou d'électricité achetées par l'entreprise auprès de fournisseurs externes en tant que consommateur final au cours d'une période comprise entre le 1er février 2022 et le 31 décembre 2022 au plus tard (ci-après la « période admissible ») et d'une certaine augmentation du prix payé par l'entreprise par unité consommée (mesurée par exemple en EUR/MWh). Cette majoration de prix est calculée comme étant la différence entre le prix unitaire payé par l'entreprise au cours d'un mois donné durant la période admissible et le double (200 %) du prix unitaire payé par l'entreprise en moyenne pour la même période en 2021. Les entreprises justifient leurs coûts éligibles en produisant les factures correspondantes. Seule la consommation finale est comptabilisée, les ventes et la production propre étant exclues.

Toutes les demandes s'appuient sur la production des factures et documents permettant d'établir que les conditions requises par le présent régime sont remplies.

○ Conditions supplémentaires pour les aides plafonnées à 2 000 000 €

Les entreprises doivent justifier soit d'une perte d'exploitation² sur la période éligible soit d'une baisse de leur EBITDA d'au moins 30 % au cours de la période éligible par rapport à 2021. Ce critère est vérifié sur une base trimestrielle. Pour les entreprises du secteur agricole primaire, le chiffre d'affaires pourra être considéré pour le calcul de la perte d'exploitation sur la période éligible.

A ce stade, deux périodes admissibles sont ouvertes par le projet de décret que la France publiera dès l'approbation par la Commission européenne du présent régime, mais le présent régime couvre trois périodes :

- De mars à mai 2022 ;
- De juin à août 2022 ;
- De septembre à novembre 2022.

La pertinence du déploiement du dispositif pour la troisième période de septembre à novembre 2022 sera estimée en fonction de l'évolution du contexte lié à la crise. Dans le cas où une révision de l'encadrement temporaire interviendrait, les autorités françaises mettront en œuvre cette modification à partir du 1er septembre 2022 pour la troisième période notifiée, à savoir celle de septembre-octobre et novembre 2022, sous réserve de l'adoption du cadre temporaire révisé.

Un dispositif de calcul agrégé sur les deux (ou trois) périodes pourra être mis en place pour les exploitations du secteur agricole primaire qui, en raison de leur petite taille, ne sont pas assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Dans ce cadre, l'une ou l'autre disposition ne pourra être ouverte que si un décret d'application la prévoyant est publié et entre en vigueur.

o Conditions supplémentaires pour les aides plafonnées à 25 000 000 € :

- Les entreprises doivent justifier qu'elles ont subi des **pertes d'exploitation** (ce critère est vérifié sur une base trimestrielle). L'entreprise est considérée comme ayant des pertes d'exploitation lorsque l'EBITDA³ (résultat avant intérêts, impôts et amortissements, à l'exclusion des pertes de valeur ponctuelles) pour la période admissible est négatif et
- Les entreprises doivent justifier que l'augmentation des coûts admissibles calculés sur la base de l'augmentation des coûts du gaz naturel et de l'électricité s'élève à au moins à 50% de la dite perte d'exploitation durant la période admissible.

A ce stade, deux périodes admissibles sont ouvertes mais le présent régime couvre trois périodes :

- De mars à mai 2022 ;
- De juin à août 2022 ;
- De septembre à novembre 2022.

La pertinence du déploiement du dispositif pour la troisième période de septembre à novembre 2022 sera estimée en fonction de l'évolution du contexte lié à la crise. Dans ce cadre, elle ne pourra être ouverte que si un décret d'application pour cette période intervient.

² L'entreprise est considérée comme ayant des pertes d'exploitation lorsque l'EBITDA (résultat avant intérêts, impôts et amortissements, à l'exclusion des pertes de valeur ponctuelles) pour la période admissible est négatif.

³ L'EBITDA correspond à l'excédent brut d'exploitation calculé selon la formule fixée en annexe III du présent régime.

- Pour les aides comprises entre 25 000 000 € et 50 000 000 € :
 - Les entreprises doivent justifier qu'elles ont subi des **pertes** d'exploitation (ce critère est vérifié sur une base trimestrielle). L'entreprise est considérée comme ayant des pertes d'exploitation lorsque l'EBITDA⁴ (résultat avant intérêts, impôts et amortissements, à l'exclusion des pertes de valeur ponctuelles) pour la période admissible est négatif
 - Les entreprises doivent justifier que l'augmentation des coûts admissibles calculés sur la base de l'augmentation des coûts du gaz naturel et de l'électricité et s'élève à au moins à 50 % de la dite perte d'exploitation durant la période admissible et
 - Elles exercent des activités, faisant l'objet de la demande, dans un secteur ou sous-secteur repris figurant à l'**annexe I** du présent régime.

A ce stade, deux périodes admissibles sont ouvertes mais le régime couvre trois périodes :

- De mars à mai 2022 ;
- De juin à août 2022 ;
- De septembre à novembre 2022.

La pertinence du déploiement du dispositif pour la troisième période de septembre à novembre 2022 sera estimée en fonction de l'évolution du contexte lié à la crise. Dans ce cadre, elle ne pourra être ouverte que si un décret d'application pour cette période intervient.

L'entreprise peut bénéficier de plusieurs aides dans la limite du respect des plafonds d'aide maximum par entreprise.

❖ *Instruments d'aides*

Les aides interviennent sous forme de subventions.

❖ *Période éligible*

Les périodes éligibles trimestrielles pouvant faire l'objet d'une compensation au surcoût énergétique courent entre le 1^{er} mars 2022 et le 31 décembre 2022 au plus tard.

Dans tous les cas, les demandes d'aides portent obligatoirement sur des périodes trimestrielles. Les périodes éligibles sont découpées de la façon suivante :

- De mars à mai 2022 ;
- De juin à août 2022 ;
- De septembre à novembre 2022.

La pertinence du déploiement du dispositif pour la troisième période de septembre à novembre 2022 sera estimée en fonction de l'évolution du contexte lié à la crise. Dans ce cadre, elle ne pourra être ouverte que si un décret d'application pour cette période est publié et entre en vigueur.

Sur une période éligible donnée, une entreprise est éligible à une aide tant que ses coûts éligibles ne sont pas nuls.

⁴ L'EBITDA correspond à l'excédent brut d'exploitation calculé selon la formule fixée en annexe III du présent régime.

Les coûts éligibles de chaque énergie concernée correspondent au produit entre, d'une part, la différence entre le prix unitaire payé par l'entreprise au cours de chaque mois de la période éligible trimestrielle considérée et le double du prix unitaire moyen payé par l'entreprise pour cette énergie pendant la période de référence, et, d'autre part, le volume consommé pour cette énergie pendant chaque mois de la période éligible trimestrielle considérée. Pour chaque énergie, si ce chiffre est négatif, il est considéré être égal à zéro. Le coût éligible total correspond à la somme des coûts éligibles de chaque énergie au cours de chacun des mois de la période éligible trimestrielle considérée.

Sur une période éligible donnée, l'entreprise est par conséquent éligible à une aide tant que la condition d'éligibilité relative au doublement des prix du gaz et/ou de l'électricité est réalisée au titre d'un des mois de la période éligible de trois mois.

❖ *Coûts admissibles*

Les coûts admissibles au titre de la présente mesure sont calculés à l'aide d'une comparaison entre les coûts du gaz naturel et de l'électricité liée à l'agression russe contre l'Ukraine sur la période éligible en 2022 par rapport au prix unitaire moyen sur la période de référence 2021. La période de référence est la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Pour les entreprises créées entre le 1er janvier 2021 et le 30 novembre 2021, la période de référence correspond à la période entre la date de création de l'entreprise et le 31 décembre 2021.

Le coût admissible est le produit du nombre d'unités de gaz naturel et/ou d'électricité achetées par l'entreprise auprès de fournisseurs externes en tant que consommateur final au cours d'une période comprise entre le 1er mars 2022 et le 31 décembre 2022 au plus tard et d'une certaine augmentation du prix payé par l'entreprise par unité consommée (mesurée par exemple en EUR/MWh). Les besoins sont attestés par l'entreprise, par les factures correspondantes. Seule la consommation finale est comptabilisée, les ventes et la production propre étant exclues.

Cette majoration de prix est calculée comme étant la différence entre le prix unitaire payé par l'entreprise au cours d'un mois donné durant la période mensuelle admissible et le double (200 %) du prix unitaire payé par l'entreprise en moyenne pour la période de référence 2021 :

$(p(t) - p(\text{ref}) * 2) * q(t)$, où p représente le prix unitaire, q la quantité consommée, la période de référence et t le mois donné durant la période comprise entre le 1er février et le 31 décembre 2022.

❖ *Intensités d'aide*

L'aide plafonnée à 2 000 000 € couvre 30 % des coûts admissibles.

L'aide plafonnée à 25 000 000 € couvre 50 % des coûts admissibles et s'élève au maximum à 80 % de la perte d'exploitation de l'entreprise.

L'aide plafonnée à 50 000 000 € couvre 70 % des coûts admissibles et s'élève au maximum à 80 % de la perte d'exploitation de l'entreprise.

❖ *Calcul de l'aide*

Le montant d'aide est le produit de l'intensité d'aide maximale et du montant des coûts admissibles.

❖ *Montant maximum d'aides*

Le total de l'aide reçue ne dépasse pas 2 000 000 € par entreprise, au sens du groupe tel que défini par la section 5.1.3.

Par dérogation, le montant total de l'aide reçue peut atteindre 25 000 000 € pour l'entreprise justifiant d'une perte d'exploitation caractérisées par une augmentation des coûts admissibles calculés sur la base de l'augmentation des coûts du gaz naturel et de l'électricité qui s'élève au moins à 50 % de la perte d'exploitation durant la période admissible.

Par dérogation, le montant total de l'aide reçue peut atteindre 50 000 000 € pour l'entreprise qui remplit le critère précédent de perte d'exploitation, et lorsque la demande porte sur des activités dans un secteur ou sous-secteur repris dans la liste figurant à l'annexe I du présent régime.

En raison de la nécessité de justifier la consommation encourue par l'entreprise, les demandes d'aide interviennent au niveau de l'établissement concerné (entité légale) et non au niveau du groupe. Une entité légale dépose une demande d'aide unique au titre d'une période éligible. Néanmoins, si une entité légale fait partie d'un groupe au sens du présent régime, l'appréciation de l'atteinte des plafonds est réalisée au niveau du groupe. **Ainsi, lorsqu'une entreprise bénéficiaire fait partie d'un groupe, il convient de vérifier qu'au total, le groupe bénéficie au maximum de 2 000 000 €, 25 000 000€ ou 50 000 000 €, selon le plafond applicable, toutes aides comprises.**

En cas d'exercice d'activités comprises et non comprises dans l'annexe I du présent régime, l'entreprise justifie que l'activité listée en annexe I du présent régime constitue son activité principale. Une activité principale s'entend comme une ou plusieurs activités figurant dans un ou plusieurs secteurs ou sous-secteurs mentionnés en annexe 1 et dont le chiffre d'affaires représente plus de 50 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise.

Lorsqu'une entreprise reçoit également des aides à 2 000 0000 € il convient de les prendre en compte dans le calcul de l'atteinte des plafonds.

Le montant total de l'aide n'excède jamais 2 000 000, 25 000 000 ou 50 000 000 € par groupe, selon le plafond applicable, ce plafond incluant ainsi les aides plafonnées à 2 000 000 € et 25 000 000 € éventuellement perçues lorsque l'entreprise exerce également des activités dans les secteurs non énumérés par l'annexe I.

❖ *Cumul*

L'aide octroyée au titre du présent régime peut être cumulée avec tout autre type d'aide sur des assiettes de coûts distinctes.

Lorsque le cumul intervient sur des assiettes de coûts communes, le présent régime permet un tel cumul à condition qu'il ne mène à aucun moment à un dépassement des plafonds et des intensités d'aide prévus par chaque régime d'aide appliqué : le cumul ne doit en aucun cas mener à un dépassement des montants d'aide et intensités d'aide maximum fixés par le présent régime. Cette possibilité pourra être ouverte le cas échéant par l'autorité d'octroi à condition qu'elle s'applique à toutes les entreprises bénéficiaires à partir du moment où cette possibilité est ouverte.

❖ *Période d'application*

Les aides sont octroyées jusqu'au 31 décembre 2022 au plus tard.

6. Suivi / contrôle

6.1. Publicité

Le texte du présent régime est mis en ligne sur le site internet l'Europe en France portail des aides d'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/aides-d-etat>

6.2. Transparence

Les autorités françaises publient sur le Transparency Award Module les informations concernant chaque aide individuelle de plus de 100 000 €, en utilisant le formulaire type établi en Annexe II. Pour les aides octroyées dans le secteur de l'agriculture et dans les secteurs de la pêche les autorités françaises publient lesdites informations concernant chaque aide d'un montant supérieur à 10 000€.

Ces informations sont publiées dans les douze mois suivant la date à laquelle l'aide a été octroyée.

6.3. Suivi⁵

Les autorités qui octroient l'aide conservent des dossiers détaillés sur les aides individuelles allouées sur la base du présent régime. Ces dossiers contiennent toutes les informations et pièces justificatives nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans le présent régime sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif des aides et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le présent régime.

Les dossiers concernant les aides individuelles versées sur le fondement du présent régime (dont les pièces justificatives évoquées au point 5.1.3) sont conservés jusqu'au 31 décembre 2033, sauf si ce régime est prolongé auquel cas ces dossiers seront conservés pendant 10 ans suivant la date à laquelle le régime prolongé expirera). Les documents attestant du respect des conditions d'éligibilité à l'aide et du calcul de son montant et notamment les attestations correspondantes sont conservés par le bénéficiaire pendant dix années à compter de la date de versement de l'aide.

La Commission européenne pourra solliciter, dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande par les autorités françaises ou dans un délai plus long éventuellement fixé dans la demande, tous les renseignements et pièces justificatives qu'elle juge nécessaires pour contrôler l'application du présent régime d'aide.

6.4. Rapport annuel

Le présent régime d'aide cadre fera l'objet d'un rapport annuel transmis à la Commission européenne par les autorités françaises conformément aux textes suivants à l'article 26 du Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁵ En cas de mauvaise application des règles du RGEC, la Commission peut, en application de l'article 10 du RGEC, adopter une décision indiquant que toutes les futures mesures d'aide, ou certaines d'entre elles, doivent lui être notifiées conformément à l'article 108, paragraphe 3, du Traité. Les mesures à notifier peuvent être limitées aux mesures octroyant certains types d'aides ou bénéficiant à certains bénéficiaires ou aux mesures d'aide adoptées par certaines autorités de l'Etat membre concerné.

Les autorités nationales transmettront aux services gestionnaires des aides les instructions relatives à l'établissement de ce rapport annuel.

ANNEXE I

	Code NACE	Description
1.	14.11	Fabrication de vêtements en cuir
2.	24.42	Production d'aluminium
3.	20.13	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base
4.	24.43	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain
5.	17.11	Fabrication de pâte à papier
6.	07.29	Extraction d'autres minerais de métaux non ferreux
7.	17.12	Fabrication de papier et de carton
8.	24.10	Sidérurgie
9.	20.17	Fabrication de caoutchouc synthétique
10.	24.51	Fonderie de fonte
11.	20.60	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques
12.	19.20	Fabrication de produits pétroliers raffinés
13.	24.44	Production de cuivre

14.	20.16	Fabrication de matières plastiques de base
15.	13.10	Préparation de fibres textiles et filature
16.	24.45	Métallurgie des autres métaux non ferreux
17.	23.31	Fabrication de carreaux en céramique
18.	13.95	Fabrication de non-tissés, sauf habillement
19.	23.14	Fabrication de fibres de verre
20.	20.15	Fabrication de produits azotés et d'engrais
21.	16.21	Fabrication de placage et de panneaux de bois
22.	23.11	Fabrication de verre plat
23.	23.13	Fabrication de verre creux
24.		Les sous-secteurs suivants du secteur des gaz industriels (20.11):
	20.11.11.50 20.11.12.90	Hydrogène Composés oxygénés inorganiques des éléments non métalliques
25		Les sous-secteurs suivants dans le secteur de la fabrication d'autres produits chimiques organiques de base (20.14):
	20.14.12.13 20.14.12.23 20.14.12.25 20.14.12.43 20.14.12.45 20.14.12.47 20.14.12.50 20.14.12.60 20.14.12.70 20.14.12.90 20.14.23.10 20.14.63.33	Cyclohexane Benzène Toluène o-Xylène p-Xylène M-xylène et isomères du xylène en mélange Styrène Éthylbenzène Cumène Autres hydrocarbures cycliques Éthylène glycol (éthanediol) 2,2-oxydiéthanol (diéthylène glycol) digol

	20.14.63.73 20.14.73.20 20.14.73.40	Oxiranne (oxyde d'éthylène) Benzols (benzène), toluols (toluène) et xylols (xylènes) Naphtalène et autres mélanges d'hydrocarbures aromatiques (à l'exclusion du benzène, du toluène et des xylènes)
26		Le sous-secteur suivant de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a. (23.99):
	23.99.19.10	Laines de laitier, de scories, de roches et similaires même mêlées entre elles, en masses, feuilles ou rouleau

<p style="text-align: center;">ANNEXE II : INFORMATIONS À PUBLIER SUR INTERNET POUR LES AIDES INDIVIDUELLES SUPERIEURES À 100 000 EUROS</p>
--

Les informations suivantes sur les aides individuelles, conformément au point 6.2 du présent régime, doivent être publiées par l'autorité d'octroi :

- le nom du bénéficiaire ;
- l'identifiant du bénéficiaire ;
- le type d'entreprise (PME ou grande entreprise) au moment de l'octroi ;
- la région du bénéficiaire, au niveau NUTS II ;
- le secteur d'activité au niveau NACE ;
- le montant total de l'aide ;
- la forme de l'aide ;
- la date d'octroi ;
- l'objectif de l'aide ;
- l'autorité d'octroi ;
- la référence du régime d'aide.

ANNEXE III : CALCUL DE L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'excédent brut d'exploitation est calculé selon la formule suivante :

EBE = [Vente de produits, de services ou de marchandises + variation de la production stockée + subventions d'exploitation + redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires] – [achats consommés + consommations en provenance de tiers + impôts, taxes et versements assimilés + redevances pour charges de personnel + concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires + participation des salariés].

En pratique, cette formule revient à effectuer la somme de l'ensemble des écritures des postes comptables suivants pour la période concernée :

Indicateur = [compte 70 + compte 71 + compte 74 + compte 751] – [compte 60 + compte 61 + compte 62 + compte 63 + compte 64 + compte 651 + compte 691]

Les subventions d'exploitation (compte 74) ne comprennent pas les aides demandées au titre du présent dispositif lors d'une précédente période éligible trimestrielle.

Les numéros de compte indiqués correspondent aux classes du plan de comptes, tel qu'il est défini par le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Par dérogation, pour les associations, l'excédent brut d'exploitation gaz et électricité est calculé selon la formule suivante :

EBE = [ventes de produits finis, prestations de services, marchandises + concours publics + subventions d'exploitation + redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires + ressources liées à la générosité du public + contributions financières + cotisations] - [achats + services extérieurs + autres services extérieurs + impôts, taxes et versements assimilés + charges de personnel + redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires + charges de la générosité du public + aides financières]

En pratique, cette formule revient à effectuer la somme de l'ensemble des écritures des postes comptable suivants pour la période concernée :

EBE = [compte 70 + compte 73 + compte 74 + compte 751 + compte 754 + compte 755 + compte 756] - [compte 60 + compte 61 + compte 62 + compte 63 + compte 64 + compte 651 + compte 653 + compte 657]

Les numéros de compte indiqués ci-dessus correspondent aux classes du plan de comptes relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel qu'il est défini par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les subventions d'exploitation (compte 74) ne comprennent pas les aides demandées au titre du présent dispositif lors d'une précédente période éligible trimestrielle.